

JORDANIE : FICHE PAYS – FEVRIER 2025

Catégorie OCDE (2025) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB- / Ba3 / BB-

Change : Dinar jordanien (JOD) / Régime de change fixe, ancrage à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- Soutien politique, militaire et financier des pays occidentaux et du Golfe
- Forte production de potasse et de phosphate
- Relative stabilité politique autour de la personne du Roi

FAIBLESSES

- Risque sécuritaire lié à la situation des pays voisins
- Dépendance aux aides et capitaux étrangers
- Dette publique conséquente
- Taux de chômage élevé
- Gestion des réfugiés syriens et irakiens

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2024, la croissance a ralenti à +2,4 % en raison de l'impact de l'instabilité régionale au Proche Orient (tourisme, confiance, approvisionnement en matières premières). Pour 2025, les instituts de prévisions tablent sur une croissance comprise entre +2,1 % et +2,9 %, la hausse du salaire minimum (+11,5 %) et la poursuite de l'assouplissement monétaire soutiendraient la demande intérieure. La stratégie « *Economic Modernisation Vision* » devrait continuer d'attirer des IDE à moyen terme et la fin de la guerre civile en Syrie pourrait présenter des opportunités à court et moyen terme. La Jordanie fait face à des défis majeurs à moyen terme, en raison notamment d'un risque social significatif qui pèse sur la demande interne.
- Vulnérabilité des comptes publics : Avec un déficit budgétaire chronique (-8,4 % du PIB en 2024 selon le FMI) et un endettement public très élevé (près de 90 % du PIB), les finances publiques sont vulnérables en Jordanie. Pour y remédier, un programme de consolidation budgétaire avec le FMI (1,2 Md USD) sur 4 ans a été négocié en janvier 2024, devant permettre une réduction graduelle du déficit à moyen terme. Le risque souverain reste néanmoins maîtrisé à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : La Jordanie fait face à un déficit courant structurel, qui s'est creusé (-4,3 % du PIB en 2024 selon le FMI), en raison de l'instabilité géopolitique dans la région perturbant les échanges commerciaux et l'afflux touristique. Les réserves de changes couvrent 7 mois d'importations en 2024 et l'ancrage du JOD à l'USD n'est pas remis en cause.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire reste résilient et est un pilier de l'économie jordanienne.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Les élections législatives de 2024 ont vu le Front d'action islamique terminer en tête. Cela ne devrait pas mener à un revirement de la politique interne du pays. Malgré un contexte social dégradé et le renforcement récent des pouvoirs du Roi Abdallah II, la stabilité politique du pays n'est pas remise en cause. Le pays reste tributaire de l'instabilité politique et sécuritaire régionale, notamment pour la gestion des réfugiés. Le pays bénéficie d'un fort soutien de la communauté internationale.
- Climat des affaires : L'environnement des affaires devrait bénéficier de réformes visant à renforcer l'attractivité du Royaume. Les flux d'IDE, stables à 1,5 % du PIB en 2024, devraient augmenter à 2 % du PIB en 2025 selon le FMI. L'instabilité régionale peut représenter un poids non négligeable sur l'évolution du climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : La Jordanie fait face à un risque climatique modéré (ND-Gain) et un défi de financement de la transition énergétique, avec des atouts dans le développement de l'énergie solaire.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	23,1%	1 Chine	15,8%
2 Inde	12,2%	2 Arabie Saoudite	14,5%
3 Arabie Saoudite	10,6%	3 Etats-Unis	7,0%
4 Zones franches	8,9%	4 Emirats arabes unis	5,2%
40 France	0,4%	16 France	1,6%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Industrie textile	18,4%	Combustibles minéraux	13,8%
Engrais	13,2%	Véhicules automobiles	7,3%
Produits chimiques	9,7%	Equipements mécaniques	6,6%
Produits pharmaceutiques	6,9%	Machinerie électrique	5,5%
Matériaux de construction	6,6%	Métaux précieux	4,9%

Source : ITC

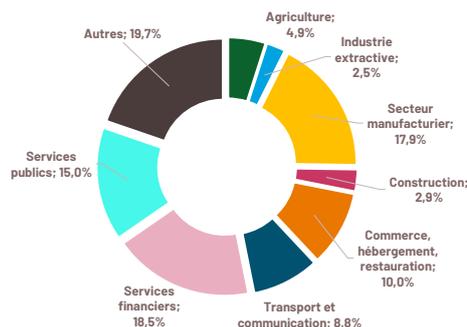


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

JORDANIE		2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)		46,4	48,7	50,9	53,3	56,1	59,2
	<i>Rang PIB mondial</i>	91	91	91	92	NA	NA
Population (Mns)**		11,1	11,3	11,5	11,7	NA	NA
	<i>Rang Population mondiale</i>	86	85	85	84	NA	NA
PIB / habitant (USD)		4 159	4 317	4 488	4 682	4 904	5 140
Croissance PIB (%)		3,7	2,4	2,6	2,4	2,9	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)		1,3	4,2	2,1	1,6*	2,1*	2,1*
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		75,1	75,7	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)		93,3	93,0	89,2	90,5	89,9	88,1
Solde public (% PIB)		-7,5	-7,1	-6,9	-8,4	-7,2	-6,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		17,2	16,5	17,0	17,6	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)		-8,0%	-7,8%	-3,7%	-4,3%	-4,5%	-4,7%
IDE (% du PIB)*		1,3%	2,6%	1,5%	1,7%	2,2%	2,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)		7,2	6,8	7,2	7,2	6,8	6,7
Dette extérieure totale (% PIB)		90,1%	83,3%	84,2%	85,8%	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)***		39,3%	36,4%	35,4%	NA	NA	NA
Taux de change		0,71	0,71	0,71	0,71	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés		17,3	17,9	17,9	NA	NA	NA
Taux de NPL		4,5	5,1	5,1	NA	NA	NA
ROE		8,8	9,3	9,3	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		107	106	102	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		89	87	91	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		50	56	55	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2023), *Banque Mondiale, **Jordan Department of Statistics, ***CBJ a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Jordanie : part des secteurs dans le PIB (2023)



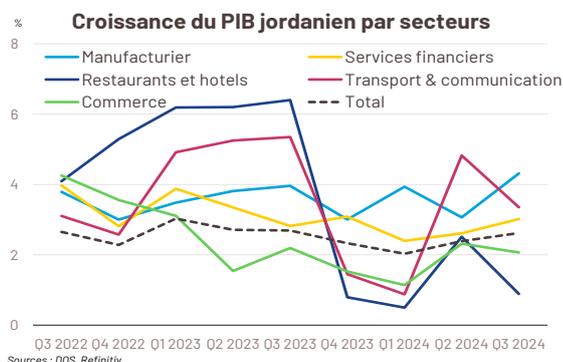
Source : Department Of Statistics (Jordan)



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Activité résiliente en 2024 malgré la forte instabilité régionale**

En 2024, la croissance aurait légèrement ralenti (+2,4 % après +2,6 % en 2023) en raison des tensions au Proche Orient, perturbant les échanges de biens et services (cf. partie 3), et affectant la confiance des consommateurs. Les arrivées touristiques ont particulièrement baissé au S1 2024 mais ont rebondi au S2 (+5,2 % en g.a), permettant de renouer avec les niveaux habituels. Toutefois, les revenus du secteur ont diminué de 2,3 % en 2024 par rapport à 2023 selon la Banque centrale (CBJ)¹. Le secteur de la construction a également souffert des conséquences des tensions régionales, enregistrant notamment des retards de livraison des matières premières. En revanche, le secteur industriel (manufacturier et extractif) a enregistré une croissance de +4 % en g.a sur les 9 premiers mois de l'année.



Malgré un chômage élevé², la consommation privée a été le principal moteur de la croissance en 2024. Le pouvoir d'achat des ménages a notamment été soutenu par les dépenses sociales du gouvernement (cf. partie 2) et une réduction de l'inflation (+1,6 % en m.a), et par les envois de fonds des expatriés (+3,2 % en g.a sur les 3 premiers trimestres 2024, selon la CBJ). Dans le sillage de la Banque centrale des Etats-Unis (Fed), la CBJ a abaissé de -100 pdb ses taux à 6,5 % fin 2024.

- **Léger rebond attendu en 2025**

Pour 2025, le FMI table sur une croissance de +2,9 % mais d'autres instituts sont un peu moins optimistes (+2,1 % pour le bas de la fourchette des prévisions). Les principales incertitudes concernent le redressement de la confiance compte tenu du contexte régional fragile.

¹ Les revenus du tourisme en provenance de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont fortement diminué (-54 % et -35 % en m.a en 2024), partiellement compensés par ceux en provenance des pays arabes (expatriés jordaniens et ressortissants du Golfe)

² Le chômage, bien qu'en baisse, a atteint 21,5 % au T3 2024. La participation au marché du travail est très faible (34,3 %) et inégale (53,6 % pour les hommes contre 14,8 % chez les femmes).

³ Probables nouvelles baisses des taux d'intérêt au S1 2025, la CBJ calquant ses mouvements de taux sur ceux de la Fed.

⁴ Entre 2023 et 2025, le programme consiste à mettre en œuvre divers projets et réformes (développement des industries à haute valeur ajoutée, modernisation des transports, autonomisation des femmes). Une deuxième phase, de 2026 à 2033, vise l'amélioration de la qualité de vie, la productivité et la compétitivité.

Les engagements de consolidation des finances publiques pris envers le FMI (cf. Partie 2) devraient limiter les capacités d'intervention du gouvernement et se traduire par une baisse de la contribution de la consommation publique en 2025.

En revanche, la demande interne devrait bénéficier du relâchement des conditions de financement³ et de la revalorisation du salaire minimum (+11,5 % dès janvier). De plus, la négociation du nouveau programme FMI (cf. partie 2) envoie un signal positif et devrait s'accompagner de perspectives favorables pour l'investissement. Le programme de modernisation économique *Economic Modernisation Vision*⁴ (EMV), initié en 2023, soutiendrait la croissance en 2025, notamment *via* des investissements dans les infrastructures⁵, les transports, l'énergie⁶ et la santé.

- **Des perspectives modérées à moyen terme**

À horizon 2029, la croissance annuelle moyenne s'établirait à +3 %, selon le FMI, principalement soutenue par la demande intérieure. La consommation privée profiterait d'une transition démographique favorable, avec une hausse de la population active due à la croissance démographique⁷. Cette transition réduirait le ratio de dépendance démographique à 47,7 d'ici 2040 (contre 61,4 en 2023), permettant à la Jordanie de maximiser son « dividende démographique »⁸.

L'investissement dans des secteurs clés comme l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables et les TIC, serait renforcé par le programme EMV, qui vise à créer 1 M d'emplois et à doubler le PIB d'ici 2033. Cette stratégie apparaît néanmoins très ambitieuse, au vu des capacités d'investissement contraintes du gouvernement. L'EMV serait également financé par le fonds souverain ainsi que par des IDE, avec notamment des promesses d'engagement du côté des E.A.U dans le secteur manufacturier. Le pays prévoit à ce titre des réformes pour attirer des investissements : modification de la loi sur la concurrence, simplification des processus d'enregistrement et de fermeture des entreprises, numérisation des services gouvernementaux, etc. De plus, des mesures devraient être prises pour accroître la flexibilité du marché du travail, notamment en révisant le Code du travail et la loi sur la sécurité sociale, ce qui augmenterait le taux de participation des femmes. Cela s'inscrit également dans le cadre de réformes prévues par le nouveau programme de Mécanisme Elargi de Crédit du FMI (cf. Partie 2) : croissance économique

⁵ Notamment la construction d'une nouvelle ville pour désengorger Amman et Zarqa, ainsi que d'une liaison entre Aqaba, Maan et Karak (projet de 2,3 Md USD avec les Emirats arabes unis) qui stimulerait notamment en terme les exportations d'engrais du pays, 5^e producteur de phosphate et de potasse au monde.

⁶ Mise en service d'une centrale solaire de 100 MW (projet *Masader El Haq* avec le Koweït) d'ici fin 2025.

⁷ La population devrait atteindre 12,5 M d'habitants d'ici 2028, selon le Secrétariat général du Haut Conseil de la Population (HPC).

⁸ Le dividende démographique est le bénéfice économique obtenu d'une population avec une forte proportion de personnes en âge de travailler, grâce à des investissements dans leur formation et emploi.



durable et inclusive, simplification des démarches administratives, flexibilité du marché du travail, etc.

Alors que l'économie jordanienne a pâti de la guerre civile syrienne depuis 2011⁹, le changement de régime en Syrie pourrait marquer un tournant, en stimulant les exportations et les investissements, la Jordanie pouvant officier comme un partenaire clé pour répondre aux besoins de reconstruction en Syrie (250 Md USD selon la Banque Mondiale). La question centrale du rapatriement des réfugiés syriens (86 % des réfugiés officiels du pays, hors palestiniens, soit 5,2 % de la population selon les Nations Unies) ne devrait être réellement réglée qu'une fois le nouveau gouvernement syrien stabilisé. La gestion des réfugiés revêt d'un intérêt stratégique pour le pays, qui bénéficie certes de l'aide internationale, mais cette dernière a tendance à diminuer¹⁰, alors que la Jordanie en est intimement dépendante pour ses finances publiques (cf. Partie 2).

La Jordanie fait également face à des défis majeurs. Le taux de pauvreté (15,7 % selon la Banque mondiale en 2018¹¹) et le chômage structurel, surtout chez les jeunes (50 %), restent très élevés, et ce malgré le programme Tashgeel lancé en 2022, visant à favoriser l'emploi dans le secteur privé. Par ailleurs, le rôle prédominant du secteur public ne favorise pas la concurrence et limite les opportunités de croissance et d'innovation. Enfin, la Jordanie se trouve tributaire de l'instabilité politique régionale, avec des effets non négligeables sur le niveau de confiance et le climat des affaires.

● **Système bancaire solide**

Le secteur bancaire jordanien demeure résilient et affiche de solides ratios de liquidité et de solvabilité et voit sa rentabilité progresser en 2024 (avec un ratio de rendements des fonds propres -ROE- de 9,8 % au S1). Le taux de prêts non performants (NPL) atteignait 5,6 % au S1 2024, un niveau en légère hausse, conséquence de l'impact des tensions régionales sur le ralentissement de l'activité et la qualité des actifs mais qui reste toutefois modéré, et ces prêts sont largement provisionnés.

2. FINANCES PUBLIQUES

● **Consolidation des finances publiques sous contrainte**

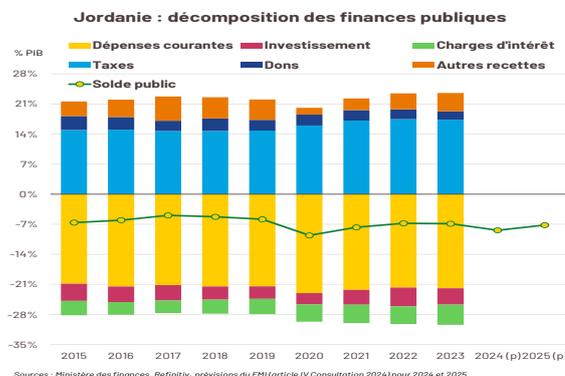
La Jordanie poursuit la consolidation de ses finances publiques avec le soutien du FMI depuis plus de 10 ans. En mars 2024, un précédent programme du FMI (1,5 Md USD) s'est achevé avec succès, menant à un nouveau programme (mécanisme élargi de crédit) de 1,2 Md USD sur 4 ans. Ce nouveau plan prévoit une poursuite des importants efforts pour élargir la base

⁹La Syrie captait près de 4,5 % des exportations de la Jordanie avant la guerre civile et les échanges commerciaux entre les deux pays se sont écroulés. La crise syrienne a généré un afflux important de réfugiés (611,4 milliers de réfugiés syriens fin 2024 selon les Nations Unies) mobilisant une part importante des finances publiques.

¹⁰ De la part des Etats-Unis, de l'Europe et des organisations internationales comme l'ONU ayant mis fin à son programme alimentaire mondial (PAM) en fin 2023.

fiscale et rationaliser les dépenses courantes, dans l'objectif de libérer des ressources pour des dépenses sociales ciblées et d'investissement essentielles.

En 2024, les recettes publiques ont diminué, principalement en raison du ralentissement de l'activité (cf. Partie 1) et de la mise en place de mesures temporaires réduisant les droits de douane et les taxes sur les frais de transports maritimes (cf. partie 3), ou encore la baisse sur certaines taxes¹². Les dépenses ont augmenté pour pallier les impacts du conflit régional via l'augmentation des subventions et des transferts sociaux (hausse du nombre de ménages couverts par le Fonds National). Parallèlement, les pertes de 1,9 % du PIB des entreprises publiques d'électricité (NEPCO) et d'eau (WAJ) ont été couvertes par le gouvernement central. Pour éviter un creusement trop important du déficit public, qui aurait atteint -8,4 % du PIB selon le FMI, les dépenses d'investissement ont été réduites.



Pour 2025, le gouvernement souhaite poursuivre une politique budgétaire prudente, favorisant une baisse du déficit (-7,2 % du PIB selon le FMI). En parallèle d'un accroissement des recettes (récupération des arriérés fiscaux et digitalisation des collectes), les dépenses devraient être limitées grâce à la réduction des subventions et à l'ajustement des investissements. De plus, les changements graduels des tarifications pour l'eau et de l'électricité permettraient de réduire les pertes des entreprises publiques de -0,3 pt de PIB en 2025 et jusqu'à -0,8 pt d'ici 2028, selon les calculs du FMI.

À moyen terme, la Jordanie ambitionne de réduire le déficit public, avec un objectif de -2,5 % du PIB d'ici 2028. Cette cible serait atteinte grâce à : i) un rééquilibrage des dépenses au profit de l'investissement public via une réduction des dépenses courantes (surtout celles liées à la charge de la dette, aux subventions ou encore à la sécurité publique) et ii) une hausse des recettes (issues des ventes de biens et services, commerce international). Cependant, un risque social conséquent pourrait compromettre ces objectifs (cf. partie 1).

¹¹ Avec un seuil de pauvreté de 2,15 USD par jour (PPA 2017).

¹² Baisse des taxes sur les bénéfices et redevances due à la réduction des prix des produits exportés, et la transition vers les véhicules électriques a réduit les revenus de la taxe sur les carburants. Pour compenser ces pertes, le gouvernement a augmenté les taxes sur les véhicules électriques et les e-cigarettes en septembre.



- **Un risque souverain significatif mais maîtrisé**

En 2024, la dette publique aurait atteint 90,5 % du PIB, soit un niveau très élevé¹³. Cette dette élevée résulte de déficits chroniques et structurels. Toutefois, grâce aux programmes FMI et à la détention des actifs du fonds d'investissement de la sécurité sociale (environ 40 % du PIB) servant de "coussin financier"¹⁴, la confiance des partenaires internationaux est maintenue, en témoigne l'amélioration de la note de crédit du pays par Moody's et S&P en 2024 (respectivement Ba3 et BB-).

La dette est composée de 43,8 % de dette domestique (majoritairement détenue par le secteur bancaire) et de 56,2 % de dette externe (principalement en USD et détenue par des créanciers officiels, à des conditions plus avantageuses en termes de taux et de maturité). L'objectif gouvernemental est de réduire l'endettement public à 80 % du PIB d'ici 2028.

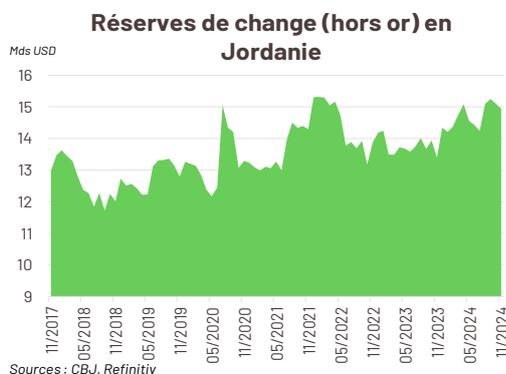
3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Déficit courant structurel**

Après avoir atteint -3,7 % du PIB en 2023 grâce à un fort afflux touristique et à la dynamique des exportations de produits chimiques, le déficit courant de la Jordanie se serait creusé en 2024 (-4,3 % du PIB selon le FMI), en raison principalement des perturbations du transport maritime en mer Rouge¹⁵ et d'une réduction de l'excédent de la balance des services, surtout au S1. La baisse des prix internationaux des fertilisants a également mené à un repli des recettes.

- **Réserves de change solides**

Pour répondre à ses besoins de financement extérieur, la Jordanie s'appuie sur les dons, les IDE et le soutien des bailleurs de fonds internationaux. La Jordanie dispose par ailleurs de réserves de change confortables (près de 7 mois d'importations), qui couvrent près de 105 % de la dette extérieure de court terme et constituent une garantie afin d'assurer l'ancrage du dinar (JOD) à l'USD.



¹³ 115 % du PIB en incluant la dette détenue par le fonds d'investissements de la sécurité sociale - SSIF

¹⁴ Pouvant être liquidés en cas de besoin pour couvrir les déficits budgétaires et dépenses imprévues.

¹⁵ Aqaba, le seul port de Jordanie, gère plus d'un tiers des importations, 50 % des exportations et accueille de nombreux navires de touristes.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Victoire du Front d'action islamique aux élections législatives de 2024**

Depuis la réforme électorale de 2022, le nombre de sièges à l'Assemblée nationale est passé de 130 à 138¹⁶. Lors des élections législatives de septembre 2024, le Front d'action islamique (FAI), affilié aux Frères musulmans, a surpris en remportant 31 des 41 sièges réservés aux partis politiques (contre 10 précédemment). Le nouveau gouvernement s'est engagé à maintenir la stabilité macroéconomique ainsi qu'à poursuivre les réformes du programme EMV et la collaboration avec le FMI.

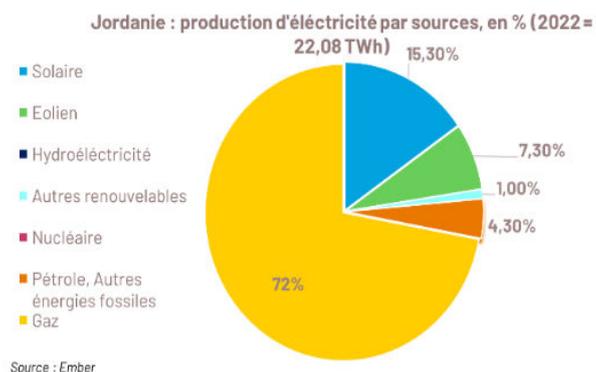
- **Escalade des tensions régionales et sociales**

Les tensions régionales au Moyen-Orient ont récemment affecté la stabilité politique de la Jordanie et augmenté le risque sécuritaire (en 2024 : attaque d'une base militaire américaine depuis l'Irak, missiles iraniens vers Israël forçant la fermeture momentanée de l'espace aérien). Les relations diplomatiques et économiques avec Israël (notamment pour assurer l'approvisionnement en gaz) constituent en effet une source de mécontentement croissant de la population avec la multiplication de manifestations pro-palestiniennes et anti-israéliennes depuis la reprise du conflit à Gaza. Cette situation a tendance à fragiliser la cote de popularité du Roi, qui va par ailleurs devoir raviver ses liens avec les représentants du système tribal pour conforter son autorité. Le cessez-le-feu à Gaza serait synonyme d'une baisse des tensions régionales et contribuerait à réduire, au moins partiellement, les tensions locales.

Le positionnement stratégique du pays dans la région (sécurité, réfugiés, relations avec Israël) lui vaut un soutien logistique et militaire de ses partenaires internationaux, surtout les Etats-Unis. Le Royaume bénéficie également de bonnes relations avec les pays du Golfe, qui apportent un soutien financier au pays lorsque la situation locale se dégrade (comme en 2018).

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Jordanie se classe à la 55^{ème} place au classement des vulnérabilités ND-Gain, soit un niveau de risque physique modéré. Le pays présente des fondamentaux solides en termes de santé et de préservation des écosystèmes, mais enregistre de fortes fragilités en termes d'habitat et d'eau.



La croissance de la population de près de +34 % entre 2014 et 2024, combinée à des pénuries d'eau, entraîne une demande croissante en énergie, posant des défis en approvisionnement énergétique, transition et financement. La Jordanie a augmenté la part des ENR à 23,6 % de son mix électrique (objectif 30 % d'ici 2030), en développant particulièrement les énergies solaires. Par ailleurs, dans le cadre des accords de Paris, le pays s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et devrait réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030 (par rapport au niveau de 2014).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Clémence Goulet	<i>Economiste Stagiaire</i>	clemence.goulet@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.